



## **Lettre ouverte à Monsieur RAUDE, délégué du Directeur Général des Finances Publiques**

Monsieur le délégué,

En préambule à cette démarche intersyndicale, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP des sections de l'Essonne tiennent à vous rappeler la mobilisation des agents de l'Essonne en 2015 qui réclamaient des emplois, l'arrêt des restructurations, et plus particulièrement pour Corbeil, qu'une solution d'urgence soit donnée aux agents du CDIF de Corbeil qui occupent un « pailleron » depuis trop longtemps.

Les organisations syndicales de l'Essonne ont alerté en décembre 2015 votre prédécesseur en lui remettant un dossier sur l'état d'insalubrité du CDIF de Corbeil. Ces mêmes organisations ont de nouveau alerté la direction lors d'un CHSCT pour exiger que des travaux urgents soient réalisés sur ce bâtiment parce que la vie des agents en dépend !

Alors qu'une première enveloppe de 100 000 € devait être débloquée, nous n'avons eu aucune information sur la réalisation de ces travaux. Nous ne pouvons à ce jour que constater qu'aucune réponse proportionnée n'a été apportée sur la salubrité et la sécurité du CDIF de Corbeil.

La situation de l'emploi ne fait que se dégrader. Votre visite est-elle une simple opération de communication, ou avez-vous des réponses à apporter aux agents du département, et plus particulièrement aux agents des sites de Corbeil ?

Car ce ne sont pas les premières annonces du budget 2016 qui vont nous rassurer : - 1512 emplois et - 165 millions d'€ de budget pour le ministère, la DGFIP allant contribuer pour la plus grande part à ces économies faites sur le dos des agents et de leurs conditions de travail. Quant aux usagers, ils n'auront bientôt plus accès qu'à une plateforme téléphonique payante au détriment d'un accueil de proximité indispensable et en phase de disparition pour répondre aux contraintes budgétaires.

Un budget amputé drastiquement alors que les besoins sont croissants dans les services, du fait notamment des restructurations qui « sardinent » les agents dans des espaces qui ne respectent pas les normes de surface/agent préconisées, dans des locaux nécessitant de lourds travaux de rénovation comme à Corbeil 21 Bis Rue Féray où la plupart des ouvrants sont à changer, ou pire encore, s'agissant du CDIF de Corbeil, dont l'état de salubrité et de sécurité représente un réel danger pour les agents.

Les PCRPs sont mis en place sans accompagnement en amont des agents : qui fait quoi ? Le manque de visibilité pour les agents est tel que le risque de demandes de mutations au prochain mouvement est réel et en contradiction avec une mission d'expertise nécessitant une forte technicité. Leurs mises en place s'accompagnent du problème de manque de stationnement gratuit à proximité de ces services, que ce soit à Corbeil ou à Palaiseau : une solution a été demandée à la direction.

La fusion des CDIF d'Etampes et de Corbeil est imposée aux agents sans qu'ils n'aient aucune visibilité sur les transferts d'emplois qui devraient l'accompagner, et alors que le CDIF de Corbeil est déjà en difficulté pour la réalisation de ses missions.

D'autres restructurations sont en perspectives : qu'en est-il en Essonne pour l'enregistrement, les hypothèques, les brigades de vérification, les SIP et SIE ? Quelles conséquences pour nos services de la mise en place des deux GHT en Essonne ?

Allez-vous continuer à entasser toujours plus de collègues dans les services puisque la Direction Générale cherche à supprimer le plus possible de locaux, quel qu'en soit le titre d'occupation ?

S'agissant de l'emploi, à l'issue des CAPL d'affectation au 01/09/2016, il manque encore en Essonne 40 C et 20 B, soit 60 agents ; un nombre croissant d'agents sont affectés ALD pour permettre aux directions de gérer la pénurie, en toute opacité et la plupart du temps au détriment du choix des agents. Après avoir enregistré cette année 37 nouvelles suppressions d'emplois, l'arrivée d'un seul agent pour tout le département de l'Essonne au 1<sup>er</sup> octobre prochain est vécue comme une véritable provocation !

Monsieur le délégué, les organisations syndicales signataires attendent des réponses de votre part.

À Corbeil-Essonnes le 27/09/2016